

Bulletin de la FSU (Fédération Syndicale Unitaire)
Section de l'Aude 22 bis, boulevard de Varsovie 11000 CARCASSONNE
fsu11@fsu.fr

ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Déposé le 23/09/2019

Siège social :
FSU 11

22 bis, Bd de Varsovie
11000 CARCASSONNE
Tél.Fax : 04 68 25 54 23

Directrice de la
Publication
Hélène Maillot
Commission paritaire
N° 0720 S 07452
ISSN 1250-0224
Imprimé par nos soins

L'ÉDITO

Spécial congrès

**Cet Unitaire contient le matériel de vote :
bulletin de vote + 2 enveloppes + modalités du vote.**

Les syndiqué·e·s SNES-FSU votent dans leur établissement.

SOMMAIRE

1- Edito

2- Rapport d'activité de la FSU11

3-5 Professions de foi et listes de candidats :

3- UetA et ST

4- EE

5- Émancipation

6 - Vote FSU : mode d'emploi

7- Bulletin de vote Vote national Vote départemental

Un congrès est un moment important dans la vie d'une organisation syndicale. Il en va ainsi du 9ème congrès de la FSU qui se tiendra à Clermont-Ferrand du 9 au 13 décembre 2019, précédé par un congrès départemental au Lycée Charles Cros de Carcassonne le vendredi 22 novembre prochain.

Dans ce numéro de l'Unitaire11, vous trouverez le rapport d'activité de la Section Départementale, ainsi que les professions de foi et les listes de candidatures aux élections du prochain CDFD (Conseil Délibératif Fédéral Départemental).

Vous y trouverez également le matériel de vote (modalités, enveloppes et bulletin de vote).

Au dernier scrutin de novembre 2012, plus de 38 % des syndiqué·e·s avaient participé au vote et nous souhaitons que vous soyez encore plus nombreuses et nombreux à participer à celui de 2019.

Depuis la naissance de la FSU en 1993, notre organisation intègre le fonctionnement en « tendances » ou « courants de pensée. » Avec les syndicats nationaux et la section départementale, ils constituent le triptyque du fonctionnement de la FSU.

Le CDFD comprend 32 membres, dont 16 sont élus sur scrutin de liste à la proportionnelle à la plus forte moyenne. Les autres 16 membres sont désignés par les Syndicats Nationaux, la représentativité tenant compte du nombre d'adhérent·e·s par syndicat, ce qui permet à tous les syndicats de siéger, même ceux qui ont un petit nombre d'adhérent·e·s.

Du 20 septembre au 11 octobre, vous êtes donc appelé·e·s à vous prononcer sur les orientations nationale et départementale, ainsi que sur les rapports d'activité national et départemental afin d'élire les directions nationale et départementale pour 3 ans.

Soyez nombreuses et nombreux à participer à cette consultation !

**Elections du nouveau CDFD :
Du 19 septembre au 11 octobre
VOTEZ !**

**Congrès départemental de la FSU11
au Lycée Charles Cros de Carcassonne
Vendredi 22 novembre 2019**

Ce bulletin vous a été
envoyé grâce au fichier
informatique de la FSU-
Aude.
Conformément à la loi du
6/1/78, vous pouvez avoir
accès aux informations vous
concernant et les faire
rectifier, en vous adressant à
la FSU-Aude.

Pour nous contacter :

E-mail : fsu11@fsu.fr / site internet : fsu11.fsu.fr

Carcassonne : 04 68 25 54 23

Narbonne : 04 62 32 07 99

Contexte général

De la fin du quinquennat Hollande au début du quinquennat Macron se sont succédés des mesures d'austérité d'inspiration libérale qui ont des conséquences sur notre quotidien : Loi travail et ordonnances Macron, Réforme du statut des cheminots, suppressions de postes de fonctionnaires et loi de transformation de la Fonction Publique, attaques contre le système solidaire des retraites et les pensions... Les services publics ont continué à subir une restructuration qui n'a fait qu'amputer les capacités d'action de la puissance publique.

La FSU a participé à de nombreuses journées de mobilisations, le plus souvent avec la CGT et Solidaires, parfois FO, et plus rarement toutes les fédérations lors de journées d'action unitaire dans la Fonction Publique. Ces mobilisations n'ont pas permis d'influencer durablement les choix gouvernementaux. Nous ne sommes pas parvenus à fédérer ces luttes et le front syndical résiste difficilement aux divergences en dépit de la nécessité de construire un mouvement social d'ampleur.

Par ailleurs, le mouvement social a pris des formes qui se sont construites de manière parallèle, parfois hostile, au monde syndical : Nuit Debout et bien sûr le mouvement des Gilets Jaunes. Malgré certaines initiatives ponctuelles, la convergence entre mouvement syndical et mouvement des Gilets Jaunes n'a pas pu se réaliser de manière approfondie.

En outre toutes ces mobilisations ont été confrontées à une violente répression, qu'elle soit policière, judiciaire ou administrative.

Les dernières élections, qui ont vu arriver en tête l'extrême-droite et le parti présidentiel, ne laissent pas entrevoir de débouché politique en faveur des thèses qui prônent une autre répartition des richesses.

Nous continuons sans relâche à favoriser les débats pour populariser ces thèses.

Éducation

En prétendant détricoter les mesures du gouvernement précédent (réformes des rythmes scolaires, réforme du collège), le ministre Blanquer a en réalité consacré le principe de la dérégulation et du renvoi au local des décisions. Les réformes du lycée général comme du lycée professionnel ont d'ailleurs obéi à la même logique, tout en rendant possible la suppression de nombreuses heures d'enseignement, et donc de postes.

Sous l'apparence du bon sens et de la prétendue compétence d'un ministre qui serait expert dans son domaine, se met en réalité une politique strictement comptable et inégalitaire (suppression de postes et baisse des moyens de la maternelle à l'université) mais aussi réactionnaire et démagogique (mise en place de Parcoursup, du Service National Universel, des évaluations systématiques des élèves dès le CP, Loi « Ecole de la confiance »).

Dans l'Aude, la FSU a été le moteur des mobilisations intersyndicales dans l'éducation et a également porté ses mandats dans les instances (CTSD, CHSCT-SD, CDEN). Elle a également interpellé les élu-e-s et les représentant-e-s de l'État.

La FSU a en particulier mis l'accent sur les réalités de l'école inclusive, qui accueille trop souvent les élèves

en situation de handicap faute de moyens suffisants et s'appuie sur des personnels précaires et mal formés (AESH).

Représentativité de la FSU

L'année 2018 a été marquée principalement par les élections professionnelles dans la Fonction Publique en novembre-décembre. Dans l'Éducation Nationale, la FSU 11 reste deuxième et perd à nouveau un siège en CTSD. Dans la Fonction Publique Territoriale, la FSU renforce ses positions en devenant la deuxième organisation au niveau départemental (à quelques voix de FO). Elle est majoritaire dans plusieurs collectivités (Département, Carcassonne Agglo, CIAS, CC du Limouxin...).

Vie fédérale

Avec 1458 adhérent-e-s au 31 août 2019, la fédération départementale de l'Aude est la 3^{ème} de la région Occitanie. Son nombre d'adhérent-e-s est stable depuis le dernier congrès. Le SNUTER (en progression constante) et le SNES sont les premiers syndicats de la FSU 11.

La vie fédérale au niveau départemental se structure autour des CDFD qui se sont tenus de façon régulière. L'activité de la section reste importante au regard des dossiers qui ont été portés ces dernières années. Toutefois, la faible participation des membres aux CDFD ne permet pas toujours de prendre des décisions après une large consultation des membres du conseil et faire vivre nos instances de manière satisfaisante.

Malgré ce constat, la FSU 11 est parvenue à organiser des stages de formation syndicale auxquels ont participé à chaque fois une soixantaine de personnes : « L'enjeu de la Fonction Publique » avec Bernard Friot et « Les enjeux de la réforme des retraites » avec Benoît Teste.

La publication régulière de L'Unitaire 11 s'est interrompue début 2018. La charge de travail liée à cette publication s'est révélée trop élevée pour pouvoir la poursuivre. En revanche, le site Internet de la FSU 11, dont la nouvelle version a été mise en ligne début 2018 est régulièrement mis à jour et des lettres électroniques sont envoyées aux adhérent-e-s.

Pour le CFR Occitanie, suite à la fusion des deux régions, la coordination a été lente et compliquée à se mettre en place.

Section fédérale des retraité-e-s

La SFR a une activité soutenue. Les réunions de bureau élargi (8 ou 7 par an) regroupent une douzaine de militant-e-s de divers syndicats de notre fédération.

La SFR publie un bulletin (le RBT) 4 ou 5 fois dans l'année. Elle organise 1 ou 2 assemblées générales en présence d'un-e intervenant-e sur un sujet d'actualité qu'il soit spécifique aux retraité-e-s ou à l'intérêt plus large.

La SFR s'implique dans le « groupe des 9 » qui, depuis 5 ans se mobilise pour faire valoir les droits des retraité-e-s. Enfin, la SFR a une présence active au sein du CDCA (Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie) et dans la CED (Commission Exécutive Départementale) de la FGR-FP, association qui regroupe notamment des syndiqué-e-s retraité-e-s de la Fonction Publique.

Pour un syndicalisme de lutte, de propositions et de transformation sociale !

Unité et Action est le courant de pensée majoritaire dans la fédération depuis sa création. Il a toujours développé un syndicalisme pluraliste et unitaire, rassembleur et offensif. L'objectif des militant·e·s Unité et Action et Sans Tendance est de rassembler et mobiliser les personnels par la mise en débat de ses propositions, stratégie qui peut promouvoir les transformations sociales que la population attend, en rupture avec les politiques menées jusqu'à présent.

Fier·e·s du service public !

Les services publics dans leur ensemble, Hôpital, École, Petite Enfance, Transports, Énergie, Culture... sont menacés par la loi de « Transformation de la Fonction Publique », qui permet leur destruction. Pour les militant·e·s Unité et Action et Sans Tendance, la FSU doit jouer un rôle moteur dans la défense du service public et de la Fonction Publique. La FSU devra poursuivre sa mobilisation contre les politiques managériales héritées du privé qui génèrent de la souffrance au travail et défendre l'amélioration des conditions de travail et de rémunération des personnels.

Défendre les retraites et les solidarités

Pour les militant·e·s Unité et Action et Sans Tendance, une nouvelle réforme des retraites ne doit pas être synonyme de dégradation ni d'abandon du code des pensions mais bien d'amélioration. C'est ce que la FSU porte et doit défendre : la pension de retraite n'est pas une allocation concédée à des personnes dépendantes pour qu'elles survivent ! C'est un droit, acquis par le travail de toute une vie, à vivre dignement !

Un syndicalisme pour les droits et les libertés

Pour les militant·e·s Unité et Action et Sans Tendance, la FSU doit poursuivre son action pour une société plus

démocratique, à l'écoute des citoyennes et des citoyens, pour une société respectueuse de l'environnement, engagée dans une transition écologique sociale et équitable, pour une réelle égalité femmes/hommes, pour les droits LGBT et contre toute forme de discrimination, pour la laïcité. Elle doit défendre les libertés d'expression et de manifestation, menacées par une répression violente des manifestant·e·s, des journalistes et des syndicalistes.

Travailler au rassemblement

Pour les militant·e·s Unité et Action et Sans Tendance, la FSU se doit de concourir à l'émergence d'un mouvement syndical unitaire, seul capable de créer un rapport de force favorable. Cette unité est à construire au quotidien et dans les luttes. La FSU doit multiplier les initiatives conjointes pour atteindre cet objectif, qui passe aussi par une implication dans le mouvement social et associatif : RESF, ATTAC, Marée Populaire, Marche pour le Climat... Il faut rechercher des convergences chaque fois que cela est possible sur la base de nos mandats.

Renforcer la Fédération

Pour les militant·e·s Unité et Action et Sans Tendance, renforcer la FSU, c'est en faire une force efficace et rassembleuse, avec les personnels, actifs comme retraités, appuyée sur ses syndicats nationaux, confortés dans leur légitimité par les élections professionnelles. Par le travail sur les dossiers transversaux, la synthèse fédérale doit allier à la fois propositions, actions et négociations. La dynamique de la Section départementale passe par l'engagement et la formation des militant·e·s, afin d'assurer une présence déterminée dans les instances et dans les mobilisations, pour défendre nos revendications et nos propositions.

Hélène Maillot	SNES	Professeure de Physique-Chimie – Clg Les Fontanilles – Castelnaudary
Patrick Borde	SNES	Professeur de Lettres modernes – Clg Alain – Carcassonne
Albert Alléon	SNUTER	Retraité
Marjorie Magron	SNEP	Professeure d'EPS – Clg André Chénier – Carcassonne
Anne Amigues	SNUTER	Retraîtée
Jean-Michel Face	SNUEP	Professeur de Transport-Logistique – Lycée Ernest Ferroul – Lézignan
Delphine Ben Youssef	SNES	Professeure de Lettres modernes – Lycée Jules Fil – Carcassonne
Hélène Puertolas	SNUTER	Assistante socio-éducative – Département de l'Aude
Karin Fink	SNES	AESH – Clg Varsovie – Carcassonne
Belkacem Mamou	SNUTER	Attaché – CIAS – Carcassonne Agglo Solidarité
Gilbert Sartoré	SNES	Retraité
Monique Clarac	SNUTER	Rédactrice – CC du Limouxin
Philippe Bretzner	SNEP	Professeur d'EPS – Clg Joseph Delteil – Limoux
Jean-Marc Audemar	SNETAP	Professeur de Mathématiques – Lycée Charlemagne – Carcassonne
Sylvaine Rousseau	SNUTER	Adjointe administrative – Mairie de Leucate
Myriam Vialaneix	SNES	Professeure de Mathématiques – Lycée Jules Fil – Carcassonne

Pour l'EE l'action doit primer. L'enjeu syndical pour la FSU : installer la mobilisation de façon durable pour obtenir le retrait de la loi Blanquer, le retrait de la réforme de la Fonction Publique. Le but : proposer un projet de société solidaire basé sur les Services publics.



la suite du quinquennat, et au-delà : attaques contre les retraites, l'assurance chômage, la Fonction publique, le droit à l'éducation, les droits et libertés. Dans ce contexte grave, il faut s'engager dans une mobilisation générale, déterminée et durable pour obtenir satisfaction en termes de justice sociale, de services publics et de libertés démocratiques. Et aussi imposer un projet de société alternatif, fondé notamment sur l'égalité des droits (femmes, LGBTI, victimes de tous les racismes, sans papiers, migrants-es...) et la transition écologique.

Un gouvernement libéral autoritaire

Alors que le mouvement social historique des Gilets jaunes (GJ), soutenu par une majorité de la population, exige une réelle justice fiscale et un autre partage des richesses, le gouvernement ne change rien à son orientation, confirme sa politique de classe au service des plus riches et poursuit sa casse des conquêtes sociales et démocratiques. Ce pouvoir affaibli utilise la violence policière et la restriction des libertés démocratiques pour imposer la libéralisation totale de notre société.

L'extrême droite aux portes du pouvoir

Présente partout dans le monde et au cœur de l'Union européenne, elle prospère sur le terreau de la crise sociale alimentée par les politiques de tous les gouvernements depuis plusieurs décennies, et continue à instiller son poison raciste et autoritaire. Renforcée par la profonde crise politique actuelle, la possibilité de son accession au pouvoir n'a jamais été aussi forte en France.

Toutes et tous ensemble !

Ce qui se joue aujourd'hui dépasse le mouvement des GJ. De la capacité ou non du mouvement syndical d'arracher une victoire à Macron dépendra

Construire une unité syndicale permanente

Il faut rechercher l'unité syndicale la plus large, pour impulser une dynamique de mobilisations et construire des rapports de force face aux politiques à combattre. Même Macron, même combat ! Plus que jamais, la férocité de l'offensive libérale autoritaire, les mutations du salariat et le manque de confiance de pans entiers de celui-ci envers le syndicalisme exigent une réaction forte : il faut s'engager dans les luttes, interprofessionnelles ou plus sectorielles, et travailler sans relâche à l'unité permanente du syndicalisme de lutte et de transformation sociale, avec CGT et Solidaires, pour porter un autre projet de société, dans la continuité de ce que le précédent congrès de la FSU avait décidé.

Quel avenir pour la FSU ?

La FSU doit être renforcée, encore plus pluraliste, encore plus fédérale dans les départements, les régions et nationalement. EE 11 a milité, sans sectarisme, dans la section de l'Aude pour que la FSU11 soit le plus porteuse de mobilisations, de dynamique interprofessionnelle et active dans la construction d'un large mouvement social. L'EE 11 appelle toutes celles et tous ceux qui partagent ces convictions et ces orientations à agir ensemble dans la FSU 11.

Pour une FSU offensive, votez et faites voter Ecole Emancipée

- 1- BLANCH Dominique. SNES Professeure d'espagnol. LPO Louise Michel. Narbonne
- 2- BURGAT Jean-Louis SNUipp Professeur des écoles. TR-ZIL. Ecole Pasteur. Narbonne.
- 3- SOUBERCAZES Marie-Clothilde. SNUipp Professeure des écoles. Ecole Fabre d'Eglantine. Narbonne.
- 4- WAGENER Laurent. SNES Professeur d'Hist-Géo. Lycée Lacroix. Narbonne.
- 5- GAUTHIER Marilyne. SNUTipp Professeure des écoles. Ecole d'Ouveillan.
- 6- TOIGO Odile. SNUipp Psychologue Rased. Ecole Jean Jaurès. Narbonne.
- 7- SCHROEDER François. SNES Retraité. Vinassan.
- 8- COSTE Jacques. SNES Professeur de Technologie. Collège Les Mailheuls. Coursan.
- 9- BISTUER Christine. SNUipp Retraîtée. Port La Nouvelle.
- 10- DEFOLIE Emilie. SNES Professeure d'Hist-Géo. Collège J. Anglade. Lézignan.
- 11- HUE Jean-François. SNES Professeur de Mathématiques. LPO Louise Michel. Narbonne.
- 12- DHOMPS Florence. SNUipp Professeure des écoles. Ecole Fabre d'Eglantine. Carcassonne.
- 13- GARDE Bruno. SNES Professeur d'Hist-Géo. Collège la Nadière. Port La Nouvelle.
- 14 -DINAR BAKIOUI Thérèse. SNES Professeure d'espagnol. Collège Rosa Parks. Lézignan.

Le pouvoir multiplie les "concertations" dans le seul but d'imposer ses contre-réformes : les lycées et Parcoursup, la loi Blanquer sur l'école, la SNCF, la Fonction publique... C'est tout l'intérêt du « dialogue social ». Les directions syndicales ont accepté ce cadre, ce qui est un point d'appui pour Macron et qui ne favorise pas les luttes nécessaires.

Un changement d'orientation est nécessaire, tel est le sens des propositions d'Émancipation.

L'urgence est de combattre la politique Blanquer-Macron

- ✓ **par les luttes** pour le retrait ou abrogation de toutes les contre-réformes anti-sociales
- ✓ en élaborant une **plate-forme revendicative unifiante** :

- création de tous les postes statutaires nécessaires, rattrapage des salaires, réduction des inégalités salariales (augmentation uniforme de 300 euros et SMIC à 1500 euros nets).
- combattre la précarité : aucun licenciement, arrêt du recrutement hors statut, titularisation immédiate de toutEs les précaires et donc pas touche au statut général de la Fonction Publique !
- droits des personnels : les méthodes de management et l'autoritarisme s'aggravent : opposons la solidarité collective au saccage des instances paritaires et aux intimidations et menaces.
- retour à la retraite à 60 ans (55 pour le 1er degré) avec 37,5 annuités et 75% du dernier salaire.

Défendre les retraites solidaires comme le code des pensions, est contradictoire avec le système de retraites "par points" que veut mettre en place le gouvernement après un an de "concertation". Face au projet destructeur qu'il entend imposer, préparer la riposte par tous les moyens nécessaires, et notamment la grève de toutes les catégories jusqu'au retrait... qui s'impose.

Une perspective anticapitaliste, dans l'école comme dans la société

Le syndicalisme doit ouvrir la perspective d'**une autre société**, avec un projet scolaire émancipateur et gratuit, y compris dans le Supérieur. Une autre société mettant en cause la propriété capitaliste des moyens de production et d'échange qui génère toutes les oppressions et menace les bases mêmes de la vie sur la planète.

Une société qui défend la solidarité internationale, l'égalité des droits face au racisme d'État et aux discriminations, les mobilisations féministes et LGBT et qui dit stop à la chasse aux migrantEs et à la xénophobie.

Transformer le syndicalisme pour le renforcer !

Organiser ces combats nécessaires, la direction UA / EE de la FSU s'y refuse.

Raison de plus pour **voter "non" à son rapport d'activité et au rapport financier qui en est la traduction concrète**, mais surtout pour que les personnels **se réapproprient leurs syndicats**.

Les personnels ont montré récemment dans divers endroits la voie à suivre pour gagner sur les revendications : **actions de refus, grèves locales, AG parfois massives...**, information et mobilisation sur les dangers des mesures programmées, plate-formes demandant clairement le retrait des contre-réformes et y opposant des revendications unifiantes, tout en construisant des **convergences avec d'autres luttes** (gilets jaunes par exemple), mobilisation à partir de la base, pour contrôler et coordonner leurs luttes, en se dotant d'AG et de collectifs jusqu'au niveau national (coordination nationale)... sans opposition avec les nécessaires initiatives syndicales nationales.

Ainsi on peut construire le rapport de forces nécessaire face aux prochaines agressions gouvernementales.

Urgence pour les libertés !

Les droits les plus élémentaires de manifester et de revendiquer sont en danger.
Depuis plusieurs mois, des milliers d'interpellations, des centaines de personnes mutilées ou blessées par la police, des poursuites judiciaires contre toute protestation, des manifestations empêchées et attaquées comme le 1er Mai à Paris... La réponse se doit d'être elle aussi sans précédent :
- construire un front large, de collectifs unitaires à tous les niveaux
- informer et organiser un soutien CONCRET aux victimes de la répression d'État, et se défendre face à l'extrême-droite.

Laïcité

Ni paravent de la xénophobie, ni morale de maintien de l'ordre social, ni tolérance des cléricismes, elle est une condition pour la liberté de conscience et l'égalité des droits. Il faut donc s'opposer dans l'unité à toute remise en cause de la loi de 1905 et abroger tous les dispositifs anti-laïques (loi Debré). Une école émancipatrice et unifiée nécessite la nationalisation laïque de l'enseignement privé sans indemnité ni rachat.

***Pour une FSU qui relève la tête,
qui contribue à une riposte unitaire à la hauteur***

VOTEZ ÉMANCIPATION

Julia Pourhomme	SNUipp	Pierre Alberola	SNUTER	Jeanne Morer	SNUAS-FP
Youri Le Jeannou	SNES	Jean-Luc Blanchard	SNES	Pierre Bergès	SNES
MarieLine Novello	SNES	Hélène Jouanny	SNES	Rosine Charlut	SNES
Diane Richard	SNES	Jean-Luc Bernède	SNES		

DATE limite de postage : 11 octobre 2019

Du 20 septembre au 11 octobre 2019, vous avez à vous prononcer sur l'activité de la FSU et sur son orientation pour les 3 années qui vont suivre le congrès, aussi bien au niveau national qu'au plan départemental.

Conditions pour être électeur·rice ?

Sont électeur·rice·s :

- les syndiqué·e·s à jour de leur cotisation syndicale en 2018-2019 dans l'un des syndicats nationaux de la FSU sauf s'ils ont fait connaître leur démission avant la date du scrutin.
- tout·e nouvel·le adhérent·e qui au moment du vote aura acquitté sa cotisation 2019-2020.

Comment voter ?

Sous double enveloppe : le **bulletin de vote** à placer **dans l'enveloppe anonyme rose**, qu'il faut **placer ensuite dans l'enveloppe T** qui mentionnera, entre autres, le **nom, le prénom, le syndicat et la signature au verso**.

Les électeurs du SNES-FSU votent à l'urne : le vote est organisé par le S1 du 20 septembre au 11 octobre.

Le bulletin de vote, sur lequel vous aurez coché vos choix et qui sera glissé dans l'enveloppe anonyme rose, ne devra porter aucune indication afin de respecter le secret du vote.



Attention !

SNES-FSU : Les syndiqué·e·s qui exercent dans des établissements où la section syndicale est organisée en S1 votent à l'urne (Liste d'émargement et PV de dépouillement à faire parvenir au SNES 11, 22bis Bd de Varsovie 11 000 Carcassonne dès le 11 octobre). Les isolé·e·s et les retraité·e·s votent par correspondance à la FSU 11.

SNEP-FSU et SNUTER-FSU : Les syndiqué·e·s votent par correspondance à la FSU 11 pour le vote national et pour le vote départemental de la FSU.

SNUipp-FSU : Les syndiqué·e·s votent par correspondance pour le vote national et pour le vote départemental de la FSU, ainsi que pour le vote national du SNUipp-FSU (verso du bulletin).

Pour tous les autres syndicats : Les syndiqué·e·s votent par correspondance à la FSU 11 pour le vote départemental de la FSU et par correspondance à leur syndicat national pour le vote national de la FSU (Voir modalités par syndicat.)

NB : Les syndiqué·e·s qui votent à leur siège national pour le vote national reportent également leur vote sur la partie nationale du bulletin joint.